

## Aperçu

La situation sécuritaire reste volatile sur les régions nord et centre du pays. La criminalité et le terrorisme constituent des menaces réelles contre les populations. A noter aussi la persistance des braquages ciblant aussi bien les humanitaires que les convois commerciaux. Au 30 septembre, le Plan de Réponse Humanitaire (HRP Mali) n'était financé qu'à 29%.



**Les mouvements de populations:** Le contexte de déplacement au Mali reste complexe et fluide. Des mouvements de personnes déplacées résidant actuellement dans les régions du sud vers les régions du nord continuent d'être signalés. Alors que certains ont indiqué être retournés définitivement, d'autres déplacés expliquent faire des allers-retours entre le lieu de déplacement et le lieu d'origine. A la date du 30 Septembre 2016, les partenaires de la CMP ont comptabilisé **56 729** rapatriés, ce qui correspond à une augmentation de **4 701** personnes par rapport aux données d'août 2016 (**52 028** Rapatriés). En parallèle, **36 690** personnes déplacées internes ont été enregistrées ce mois-ci, soit une augmentation de 3648 individus suite aux récents affrontements dans la région de Kidal. En outre, **474 231** personnes retournées ont été enregistrés par les équipes de la DNDS et **134 817** réfugiés maliens dans les pays limitrophes par l'UNHCR.



**Sécurité alimentaire et nutrition:** Au niveau national, ***l'insécurité alimentaire touche 16% de la population malienne soit près de 3, 030 000*** personnes (dont 423 500 en situation d'insécurité alimentaire sévère et **2 605 885** en situation d'insécurité alimentaire modérée). Les taux de malnutrition aigüe globale (MAG) et de malnutrition aigüe sévère (MAS) sont de 11,5% et 2,3% contre des seuils d'alerte respectifs de 10 et 2% fixés par l'OMS.

**Santé:** La question sanitaire demeure importante d'autant plus qu'une épidémie de fièvre hémorragique s'est fait jour à la frontière du Mali et du Niger. La maladie touche les animaux, mais peut également contaminer l'homme. Une quarantaine de personnes, au Niger, ont déjà contracté la maladie depuis le début de l'épidémie en août. Les autorités sanitaires maliennes sont en alerte.



**Éducation:** Un nombre élevé d'écoles vas probablement rester fermées dans les régions du Nord et à Mopti au début de la nouvelle année scolaire (2016-2017), principalement en raison de la persistance de l'insécurité, l'absence d'enseignants qualifiés et le manque de cantines scolaires. Le nombre d'enfants affectés reste à évaluer. A la fin de la dernière année scolaire (Juin 2016), 139 écoles sur 296 - 47% - ont été fermées dans les régions du Nord et à Mopti.



**Abris & Biens Non alimentaires**

Tableau 1 : 2016 financements (en million USD) au 30 septembre 2016

	Requis	Reçu	%
Abris & Biens Non alimentaire	11,06	2,57	23%

**1. Objectifs :**

1) Assurer la collecte et l'analyse des données sur les conditions d'accès à l'abri et aux biens non alimentaires dans les zones de retour, pour mieux répondre aux besoins.

2) Fournir aux populations affectées par le déplacement, suite au conflit ou inondations, les moyens leur permettant de mieux résister aux chocs par le pré-positionnement des stocks.

3) Fournir aux vulnérables l'accès à des conditions de vie dignes et sécurisées notamment par la réhabilitation des abris et la fourniture des biens non alimentaires.

**2. Réponse et lacunes :**

La réponse abris est axée autour de trois principaux domaines d'intervention :

- ✓ **NFI** : Distribution des biens non alimentaires pour 12.000 ménages vulnérables vivant dans les zones de retour, dans les régions de Tombouctou (Gourma, Goundam, Tombouctou, Diré), Gao (Ansongo, Ménaka, Gao) et Mopti (Douentza, Youwarou, Tenenkou, Mopti).
- ✓ **Abris permanents** : Construction ou réhabilitation de 2.300 maisons endommagées du fait de la guerre, dans les régions de Tombouctou (Tombouctou, Goundam, Gourma), Gao (Ménaka, Gao, Ansongo) et Mopti (Douentza).
- ✓ **Abris Nomades** : Mise à disposition des abris traditionnels pour les populations nomades et autre vulnérables, vivant dans la région de Tombouctou, Gao et Mopti.

Les lacunes sont observées principalement dans le domaine de la construction/réhabilitation des abris, du fait que le cluster ne dispose pas de ressources nécessaires pour satisfaire les besoins en abri. Ainsi, sur 23.000 ménages en besoin d'appui, seuls 2.300 ont été ciblés et les financements disponibles ne pourront couvrir qu'un peu plus de 50% de cette cible fixée.

Indicateurs	Cible	Résultats Juil – sept.	Résultats cumulés	Écarts	Taux (%)
# d'abris réhabilités /construits pour les vulnérables	2 300	147	512	1.838	22%
# de ménages recevant les kits abris	4 500	2 309	2 367	2 133	53%

Indicateurs	Cible	Résultats Juil – sept.	Résultats cumulés	Écarts	Taux (%)
# de ménages vulnérables recevant l'assistance en NFI	12 000	1 355	3 087	8 913	26%

**3. Défis :**

1) Le manque de données sur les besoins réels quantitatifs et qualitatifs en matière d'abris en raison du manque de financement pour la réalisation d'une évaluation globale et approfondie des besoins en Abris.

2) Peu d'acteurs intervenant dans le secteur abris/NFI.

3) Pas de correspondant (point focal) de la partie gouvernementale, pas de Co-facilitateur actif du cluster.

**4. Perspectives :**

1) Le renforcement de la coordination dans les régions par des visites de terrain.

2) La conduite d'évaluation sectorielle des conditions d'accès à l'abri et aux biens non-alimentaires dans les zones de retour, prioritairement, dans les régions de Gao et Tombouctou.

**5. Messages clés :**

1) Appui aux clusters pour pouvoir effectuer une évaluation intersectorielle des besoins dans le Nord.

2) Sensibiliser la partie nationale à s'intéresser aux activités des clusters en vue de préparer la transition (désengagement).

3) Mobiliser les ressources pour la mise en œuvre de ces activités

**6. Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès :**

Sur plus de 23.000 ménages identifiés comme étant dans le besoin d'accès à un abri adéquat, moins de 2.300 ménages seront servis, soit 10% des besoins satisfaits.

**Coordinateur du cluster** : Jean Ruberintwari, Mail : [abriscluster mali@gmail.com](mailto:abriscluster mali@gmail.com); Contact : +223-75-99-72-43  
**Membres du cluster** : 07 (08) Partenaires : ACTED, NRC, OIM, CRLux, UNHCR, ADRA, Stop-Sahel, (CICR)  
**Coordination régionale** : Tombouctou (Mahamadou Bachir Oumara | [oumara@unhcr.org](mailto:oumara@unhcr.org) | +223 75997237) et Gao (Daouda Diallo | [diallod@unhcr.org](mailto:diallod@unhcr.org) | +223 6681 1219)

## Eau, Hygiène et Assainissement

Tableau 2 financement (en millions USD) au 30 septembre 2016

	Requis	Reçu	%
Eau, Hygiène et Assainissement	26,1	7,2	28%

## 1. Objectifs :

1) Harmoniser, coordonner et compiler les rapports d'analyse des besoins humanitaires et renforcer la priorisation des zones d'intervention.

2) Assurer l'accès des populations victimes du conflit à une source permanente d'eau à travers la restauration/ réalisation de points d'eau, tout en renforçant les capacités des communautés pour une gestion durable des ressources.

3) Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée en incluant l'accompagnement en eau, hygiène et assainissement de la prise en charge de la malnutrition.

4) Assurer une coordination efficace des évaluations des besoins et du suivi de la réponse humanitaire qui prend en compte les aspects transversaux à savoir la protection, les violences basées sur le genre, la redevabilité, la préparation et le renforcement de capacités des communautés à la réduction des risques ainsi que la participation des populations et des services étatiques.

## 2. Réponses et lacunes :

Le cluster, à travers ses membres, a appuyé les populations dans les régions du Nord touchées par la crise d'eau pendant la saison sèche à travers des actions de transport et distribution d'eau à Gao. En outre, l'assistance a également été apportée aux populations dans des différentes localités du nord suite aux affrontements entre groupes armés. Par ailleurs, 16,381 kits WASH ont été distribués dans les régions du sud. L'approvisionnement en eau par traitement, transport et distribution ainsi que des réhabilitations des points d'eau ont permis d'assister environ 54,780 personnes sur la période du rapportage. Quatre (4) évaluations de besoin en EHA ont été conduites dans certaines localités des régions de Gao, Kidal et Tombouctou. Enfin, un document d'analyse de la situation de l'accès à l'eau dans la région de Kidal été produit.

Indicateurs	Cible	Résultat Juil – sept	Ecart	Taux (%)
# d'enfants admis pour traitement de la MAS ayant reçu un kit WASH et notamment la diffusion de messages clés sur l'hygiène / conseils sur les comportements aux parents ou fournisseurs de soins (traitement de l'eau chez les ménages et fournitures	136 000	14 363	121 637	10.5

Indicateurs	Cible	Résultat Juil – sept	Ecart	Taux (%)
hygiéniques)				
# d'enfants admis pour traitement de la MAS ayant reçu un kit WASH et notamment la diffusion de messages clés sur l'hygiène / conseils sur les comportements aux parents ou fournisseurs de soins (traitement de l'eau chez les ménages et fournitures hygiéniques)	134 947	9 101	125 846	6.7
# de centres nutritionnels délivrant le paquet minimum WASH (eau potable avec chlore résiduel, savon désinfectant pour les mains et ustensiles d'alimentation, défécation hygiénique, messages clés sur l'hygiène / conseils sur les comportements à adopter).	249	92	157	37.0
# de personnes affectées ayant reçu le package minimum WASH adapté à leurs vulnérabilités	435411	28 883	406 528	7.0
# de personnes ayant accès à une source permanente d'eau potable	372 454	29 283	343 171	8.0
# de personnes touchées par des messages de sensibilisation/promotion d'hygiène	292 510	31 448	261 062	11.0

## 3. Défis :

- 1) L'insuffisance de financement du secteur.
- 2) La dimension structurelle de la problématique d'accès à l'eau dans les zones d'interventions des partenaires.
- 3) La non actualisation des données sur la situation d'accès à l'eau en raison du manque de financement,
- 4) La complexité dans la différenciation entre les besoins humanitaires liés au conflit et les besoins structurels dus à des vulnérabilités chroniques.
- 5) Le faible niveau de rapportage et d'implication des membres du cluster aux activités et suivi de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle.
- 6) Les branchements illégaux sur les réseaux d'adduction d'eau dans certaines localités de la région de Kidal entraînant des pertes importantes et réduisant ainsi la capacité d'approvisionnement en eau les populations vulnérables.

7) Les problèmes d'insécurité limitant l'accès à certaines localités.

#### 4. **Perspectives :**

- 1) Renforcer le mécanisme de coordination au niveau régional surtout dans la région de Kidal.
- 2) Renforcer la capacité de Co-facilitateur pour appuyer la coordination du cluster en gestion d'informations.
- 3) Plaider pour la poursuite de l'inventaire national des points d'eau dans les régions Nord (Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni et Tombouctou).
- 4) Poursuivre le suivi de la situation d'accès à l'eau dans la région de Kidal.
- 5) Mobiliser les ressources
- 6) Augmenter la réponse aux besoins

#### 5. **Messages clés :**

- 1) Renforcer les actions de plaidoyer au niveau des bailleurs pour un meilleur taux de financement pouvant permettre la prise en compte de certaines questions structurelles.
- 2) Nécessité d'appuyer le plaidoyer aux niveaux de l'équipe humanitaire pays et des bailleurs pour une implication effective des acteurs membres aux activités du cluster et au rapportage régulier de leurs réalisations.

#### 6. **Impact concret dû au sous-financement et/ou au manque d'accès :**

Seulement 6,7% des enfants malnutris ont bénéficié d'un kit WASH pouvant permettre d'améliorer l'environnement sanitaire et 8% des personnes ayant besoin d'un accès à l'eau ont été touchées par les interventions des membres du Cluster. Par ailleurs, 37% de centres de santé ont reçu un paquet minimum WASH.

Au total, plus 343 171 personnes sont dans le besoin en matière d'accès à l'eau potable tandis que 125 846 enfants malnutris aigus sévères ont encore besoin d'assistance WASH. Enfin, 406 528 personnes ayant besoin d'une assistance en Eau, Hygiène et Assainissement adaptée à leurs vulnérabilités ne sont pas touchées.

Coordonnateur du Cluster : Kakou Arsène BATCHO | UNICEF |

[kabatcho@unicef.org](mailto:kabatcho@unicef.org) | +22375993408,

Cluster Lead : Unicef

Co-lead: CPS/SEEUDE en collaboration avec DNH et DNACPN

Co-facilitateur : Solidarités International

Membres du cluster : 35 organisations qui sont : IRC, ACF-E, ACTED, OXFAM, PLAN MALI, CRS, ISLAMIC RELIEF, IMADEL, ASDAP, LVIA, NCA/ AEN, AVSF, SAVE THE CHILDREN, ACCORD International, ACTION MOPTI, ADDA, ADENORD Mali, Arche noVa, SIA, Stop Sahel, AVES, CARE International, Help, LWR, Secours Islamique France, SOLIDARITES INTERNATIONAL, Terre des Hommes, World Vision, Aidemet Antenna, ALIMA, APSM, Croix rouge danoise, CN-CIEPA, , CROIX ROUGE MALIENNE, Eau Vive, FONGIM, Handicap International Mali, WHH, WATERAID, UNICEF, OCHA, UNHCR, OMS, DHN, DNACPN, DNS/DNHP, DRH, DRACPN, DRS et CPS-SEEUDE

## Éducation

Tableau 3 financement (en millions de dollars américains) au 30 septembre 2016

	Requis	Reçu	%
Éducation	33,4	7,56	23%

### 1. Objectifs :

1) Faire une analyse approfondie des besoins

Indicateurs	Cible	Résultat Juil-Sept	Ecart	Taux (%)
# Nombre de filles et de garçons ayant accès à des offres d'éducation formels et non-formels	300 000	68 371	231 629	23%
# Nombre d'enseignants formés sur la didactique des disciplines	1 500	773	945	52%
# nombre d'espaces d'apprentissage (école, EAT, centre d'éducation alternative, etc.) qui répondent aux standards minimum de la protection de l'enfance	1 000	16	984	2%
# Nombre de filles et de garçons qui bénéficient de l'alimentation scolaire	238 000	109 614	128,386	46%

d'éducation des filles et des garçons (3-18 ans) affectés par la crise sécuritaire.

2) Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgences dans le secteur de l'éducation y compris la préparation des écoles aux catastrophes naturelles et aux épidémies.

3) Améliorer l'accès des filles et des garçons (3-18 ans) déscolarisés et non-scolarisés du fait du conflit à des apprentissages formels et non formels dans un environnement sain et protecteur.

### 2. Réponse et lacunes :

L'analyse des risques et des vulnérabilités liés au conflit et aux catastrophes naturelles dans le système éducatif malien a été réalisée et est destinée à enrichir le nouveau programme décennal de l'Éducation (PRODEC) en cours d'élaboration. Le Cluster Éducation devra veiller à ce que cette thématique soit prise en compte dans l'élaboration des programmes et du budget du PRODEC II.

Les résultats majeurs sont relatifs à la réouverture, suite au plaidoyer, de 160 écoles sur les 454 qui restaient fermées en mai 2015, à la mobilisation des communautés et aux sensibilisations conduites par les membres du cluster. Pour l'année scolaire 2015 – 2016, 21 écoles ont ouvert leurs portes dans la région de Kidal, avec plus de 3 857 enfants encadrés par 83 enseignants dont 75 volontaires. Ce résultat a été obtenu grâce à l'engagement des communautés, appuyées par les membres du cluster éducation.

Les membres du Cluster Éducation travaillent dans plus de 900 espaces d'apprentissage (écoles, espaces d'apprentissage temporaire (EAT), centres de formation, etc.), y compris les localités d'accueil des personnes déplacées. À la fin du mois de juin 2016, le cluster éducation a atteint 177 987 enfants à travers ses différentes interventions, 56.414 élèves ont bénéficié de kits scolaires, 1 325 enseignants ont bénéficié de kits pédagogiques, 10.106 enfants déscolarisés et non scolarisés du fait du conflit ont été encadrés par 348 animateurs et ont bénéficié d'un programme d'apprentissage accéléré leur permettant de réintégrer le système scolaire formel.

85 espaces d'apprentissage temporaires ont été réhabilités ou construits, permettant à 4 583 enfants, d'apprendre dans un environnement sain et sécurisé. 100 salles de classes ont été équipées en mobiliers scolaires. Au niveau des cantines scolaires, 109 614 élèves de 587 écoles des régions du Nord et du centre ont bénéficié de repas chauds et d'autres appuis, réduisant ainsi l'insécurité alimentaire des ménages, le taux d'abandon des enfants avec un impact positif sur la fréquentation scolaire.

### 3. Défis:

- 1) Dans les régions du Nord, le retour des enseignants titulaires reste l'un de grands défis malgré la réouverture de beaucoup des écoles et une présence partielle par endroit (Kidal) des autorités éducatives ;
- 2) 294 écoles demeurent fermées dans au moins 64 communes des régions du nord et du centre ; au cours de l'année 2015 - 2016, la situation s'est relativement dégradée dans la région de Mopti, où de nouveaux cercles ont été touchés par l'insécurité.
- 3) L'endossement de la déclaration sur la sécurité dans les écoles par le Ministère de l'Éducation Nationale,
- 4) Le rapportage des activités des partenaires dans ORS ainsi que le rapportage des financements reçus par les partenaires dans FTS

**4. Perspectives :**

- 1) Faire le bilan des interventions des partenaires au cours de l'année scolaire 2015/2016 et identifier les bonnes pratiques à répliquer
- 2) Formaliser les cellules d'urgence au sein des académies d'enseignement et mettre en œuvre leur plan d'action.

**5. Messages clés :**

- 1) Faire le plaidoyer auprès des bailleurs de fonds et les partenaires internationaux (ONG et ONU) de rapporter leurs financements régulièrement sur FTS ;
- 2) Faire un plaidoyer pour le retour des enseignants qualifiés dans les zones affectées y compris le recrutement local des enseignants.

**6. Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès :**

Les 294 écoles fermées risquent de le rester privant ainsi l'accès à l'éducation des enfants dans les zones touchées. Les 300 000 enfants ciblés n'auront pas accès à l'éducation et seront exposés aux risques d'abus, et d'exploitation, incluant la mendicité, le travail, la violence sexuelle, le mariage précoce, la toxicomanie, l'activité criminelle et le recrutement par les groupes armés. Faute de perspective d'avenir, ils ne peuvent que contribuer à perpétuer le cycle des conflits et de la violence.

Coordonnatrice du Cluster : Constance Kouadio | UNICEF | [ckouakou@unicef.org](mailto:ckouakou@unicef.org) | +22375993411,  
Membres du cluster: ACTED, Arche Nova, Croix Rouge, Handicap International, Plan Mali, IRC, Islamic Relief, NRC, Save the Children International, World Education, ACAS, ALMUD, APADL, AMSS, APROMORS, AZHAR, CERCA, CRADE, Eveil, GARDL, GARI, SOLISA, PAM, OCHA, UNHCR, UNICEF, DDRK, LuxDev, USAID, MEN

**Nutrition**

Tableau 4 financement (en millions de dollars américains) au 30 septembre 2016

	Requis	Reçu	%
Nutrition	45,9	11,6	25%

**1. Objectifs :**

- 1) Renforcer le système de collecte et d'analyse des données de routine et d'enquête aux fins d'améliorer la surveillance et la connaissance sur la situation nutritionnelle, ainsi que la coordination entre les partenaires ;
- 2) Renforcer les capacités de résilience de la population malienne, qui est affectée de façon récurrente par des crises nutritionnelles et alimentaires ;
- 3) Réduire le risque de mortalité et morbidité des enfants (et femmes allaitantes et enceintes) atteints de malnutrition aiguë (modérée ou sévère).

**2. Réponse et lacunes :**

Cette année 2016, les régions du Nord (Gao, Tombouctou et Kidal) sont entièrement couvertes par des interventions nutritionnelles. Toute la région de Tombouctou est bénéficiaire de distributions alimentaires générales ciblant les enfants de 6 à 23 mois pour la prévention de la malnutrition pendant la période de soudure.

indicateurs	Cible	Résultats cumulés	Ecarts	Taux (%)
# d'enquête SMART nationale	1	1	0	100
# de réunions de coordination tenues au niveau national	12	5	7	41
# de réunions de sous coordination tenues au niveau de régions	24	12	12	50
# des cas de malnutrition aiguë sévère chez les enfants de (6-59 mois) traités.	135 000	59 078	75 922	44
# des cas de malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois traités	370 000	60 159	309 841	16
# de centres de santé appuyés par les organisations humanitaires	1 225	1 225	0	100
# des femmes enceintes et allaitantes traitées de malnutrition	50 000	3 203	46 797	6
# d'enfants de 6-23 mois bénéficiaires de la distribution alimentaire générale de couverture (BSFP)	93 270	33 453	59 817	36

indicateurs	Cible	Résultats cumulés	Ecarts	Taux (%)
# de femmes enceintes et allaitantes bénéficiaires de la distribution alimentaire générale de couverture (BSFP)	43 213	99		0,2

**3. Défis :**

- 1) La promptitude et la complétude des données statistiques au niveau national,
- 2) La stratégie de sortie et pérennisation des actions de prise en charge de la malnutrition dans les zones stabilisées ou en cas de désengagement du partenaire d'appui.

**4. Perspectives :**

- 1) Élaborer la stratégie de sortie des interventions des ONG dans les zones stabilisées et à faible taux de malnutrition ;
- 2) Remise à jour de la matrice 3W.

**5. Messages clés :**

Renforcer la complétude et la promptitude des données statistiques

**6. Impact concret dû au sous-financement et/ou au manque d'accès :**

- 1) L'absence de moyens financiers suffisants pour la mise en œuvre d'un paquet complet d'intervention nutritionnelle favorise persistance de la malnutrition malgré les interventions en cours.

Coordonnateur du cluster : Claude Chigangu, UNICEF, [bchigangu@unicef.org](mailto:bchigangu@unicef.org)

Cell: (+223) 75 99 75 54/ (+223) 94 34 39 85

Membres du cluster : ACF, ACTED, AMCP/ALIMA, AVSF, BORNE FONTAINE, CARE, COOPI, CRB, CRS, HKI, IEDA RELIEF, IMC, IRC, MDM B, MEDICUS MUNDI, MPDL, MSF F, MSF E, OMAES, PU-AMI, SAVE THE CHILDREN, TDH LAUSANÉ, WHH, WORLD VISION, CISV, IRC, SOPOTI.



## Relèvement précoce

Tableau 5: 2016 financement (en millions USD) au 30 septembre 2016

	Requis	Reçu	%
Relèvement précoce	37,7	5,4	14%

### 1. Objectifs :

- 1) Créer des emplois d'urgence par des travaux à haute intensité de main d'œuvre pour les jeunes ;
- 2) Réactiver les petites entreprises et/ou coopératives, surtout des femmes, avec des subventions de lancement et la diversification des revenus ; et
- 3) Appuyer la micro finance afin de faciliter l'accès au crédit et réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

### 2. Réponse et lacunes :

Le projet de l'OIM a appuyé le renforcement des autorités des régions de Tombouctou et Gao à travers la remise de matériels et équipements aux autorités: 14 desktops, 12 ordinateurs portables, 19 imprimantes multifonctionnelles, 24 plaques solaires, 3 motos terrain, 63 chaises de bureau, 5 clés internet, 1 projecteur, 2 photocopieurs. À la suite de cette activité, il y a eu la construction et l'équipement d'une école de 6 classes, 1 direction-magasin, 1 bloc de 3 latrines, la construction de 20 hangars au marché de Gao, la construction d'une unité d'incinérateur au CSCOM de Gao. Pour Tombouctou, il y a notamment la construction d'un bloc de 3 latrines au CSCOM de Niafouké/Soboundou, la construction de 9 hangars au marché de Rharous.

Dans le projet Restauration de l'Autorité de l'État et Accès à la Justice au Nord Mali, le PNUD a formés 303 agents des forces publiques (police, gendarme, garde) dont 30 femmes par UNPOL sur 11 thématiques à Tombouctou et à Bamako. Sur les travaux pour la construction de l'infirmerie à Tombouctou, il y a un niveau d'exécution de 75%. Les travaux ont connu une perturbation de fait de la proximité de la ligne haute tension des bâtiments. Les échanges sont en cours entre la police et la société d'électricité nationale EDM pour permettre un déplacement de la ligne, déplacement interrompu suite à la réaction des riverains. Le plan a été modifié pour assurer la continuité des travaux. Il a fallu réajuster les dispositifs pour prendre en compte la présence de 2,200 policiers concomitamment aux travaux. En plus, des travaux de 32 bâtiments en réhabilitation/reconstruction ont été achevés dans 11 villes : 3 à Tombouctou, 5 à Diré, 6 à Gourma Rharous, 2 à Goundam, 1 à Niafouké, 5 à Youwarou, 2 à Sevaré, 5 à Djenné, 1 à Bankass, 1 à Koro et 3 à Bandiagara. Par ailleurs, autres travaux sont en cours d'exécution dans 9 localités (Tenenkou, Gourma Rharous, Gao, Bourem, Ménaka, Ansongo, Mopti, Goundam et Niafouké), totalisant 34 bâtiments. Les études

techniques dont l'élaboration des DAO est en cours, ont été finalisées pour 59 bâtiments/services/résidences dans 16 villes du nord. Les évaluations se poursuivent au niveau de 19 bâtiments, situés dans 6 localités. 6 entreprises maliennes ont été engagées pour exécuter les travaux en recrutant la main d'œuvre localement.

A travers le projet additif intitulé « réinsertion socio-économique des jeunes à Tombouctou, Gao et Mopti », le PNUD a assuré la promotion socio-économique de 151 jeunes dont 23 filles à travers la formation en apprentissage dans divers corps de métiers (la coupe-couture, la mécanique auto, et la construction métallique). Ces jeunes seront dotés de kits en vue de leur insertion durable. Par ailleurs, les capacités de 50 acteurs étatiques relevant des Ministères de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne, de la Santé, de l'Agriculture, de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et des Collectivités Locales ont été renforcés sur le concept de sécurité humaine en prélude à la mise en place des cadres de concertations favorisant la mise en œuvre concertée du projet « Appui au renforcement de la sécurité humaine au Nord en vue de la résilience des jeunes et des femmes »

Dans le cadre du Programme de Résilience Communautaire, le PAM a touché 120.549 bénéficiaires à travers ses activités d'Assistance Alimentaire pour la création d'Actifs (3A) : « Food For Assets » et « Cash for Assets (Cash Based transfer) », dans les régions de Gao, Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou et Tombouctou. Au total, 1.935 tonnes de vivres et \$ 6.427.500 ont été distribuées pour la création et la réhabilitation des moyens de subsistance des communautés vulnérables. Il s'agit de barrages et retenues d'eau, des aménagements de bas-fonds, d'espaces pastoraux et de mares, de périmètres maraichers et champs collectifs, des reboisements, la construction de pistes rurales, ponts et radiers.

### 3. Défis :

- 1) Des désagréments ont été observés à cause des tracasseries administratives entre l'entreprise et les services des Douanes, ce qui a amené l'entreprise à engager des acquisitions sur place afin de limiter le retard dans la livraison des travaux.
- 2) Les travaux de Tenenkou et Goundam ont accusé du retard du fait de la difficulté d'approvisionnement, des arrêts de chantier pour causes d'insécurité.
- 3) Mettre en place un mécanisme de coordination du Cluster Relèvement Précoce au niveau régional.

#### 4. Perspectives:

- 1) Continuer la dynamisation de la coordination au sein du cluster RP ;
- 2) Assurer la mise en œuvre de l'Approche Intégrée (PNUD, OCHA, MINUSMA) pour une plus grande complémentarité et efficacité des interventions au profit des populations maliennes; et
- 3) Pour capitaliser sur la dynamique positive pour la transition de l'humanitaire vers le développement, une stratégie de sortie sera préparée au cours de l'année 2017. Des dispositions sont déjà prises pour assurer l'appropriation nationale par les communautés bénéficiaires et les associations.

#### 5. Messages clés:

- 1) Continuer le plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour soutenir les activités de relèvement précoce comme composantes essentielles de la réponse humanitaire.
- 2) Organiser des réunions hebdomadaires de gestion de chantier pour tenir compte de délai d'exécution, en cas de force majeure.
- 3) Recruter de la main d'œuvre localement pour exécuter les travaux.
- 4) Acteurs étatiques ont renforcés sur le concept de sécurité humaine en prélude à la mise en place du projet « Appui au renforcement de la sécurité humaine au Nord en vue de la résilience des jeunes et des femmes »
- 5) Toutes ces réalisations ont favorisées la communication entre les communautés et contribuées à la cohésion sociale.

#### 6. Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès :

En raison des difficultés d'accès aux populations, du faible taux de financement des activités et d'une présence encore limitée des autorités dans certaines localités, les interventions des acteurs de relèvement précoce sont limitées. Ainsi, les populations dans certaines zones de retour n'accèdent pas aux interventions prévues pour répondre à leurs besoins et renforcer leur résilience.

Coordonnateur du cluster : Sigfrido Romeo, UNDP, [sigfrido.romeo@undp.org](mailto:sigfrido.romeo@undp.org) tel. 223 83786660. Co-lead: Vision Mondiale : [mukis\\_nqalamulume@wvi.org](mailto:mukis_nqalamulume@wvi.org) tél : 63 45 43 18

Membres du cluster pendant le période de rapportage : (14) ACF, ACTED, CARE, CRS, Cluster sécurité alimentaire, FAO, Handicap International, Initiative Malienne d'Appui au Développement Local (IMADEL), NRC, ONUFEMMES, PAM, PNUD, UNICEF, USAID, World Vision

Indicateurs	Cible	Résultat Juil-Sept	Total au	Taux (%)
# Percentage of prefects, sub-prefects judges and magistrates in service in their duty stations	400	ND		0
# Number of beneficiaries of activities aimed to support economic recovery, social cohesion and social protection	400.000	120.549	224.532	56
# Number of beneficiaries of basic social services supported by Cluster member activities	500.000	120.750	139.155	28
# Number of coordinated activities aimed to collect data on recovery needs and on the impact of the Cluster's members' interventions	6	1		17

#### Santé

Tableau 6 : 2016 financement (en millions USD) au 30 septembre 2016

	Requis	Reçu	%
Santé	10,1	3,4	34%

#### 1. Objectifs :

- 1) Renforcer le Système d'Information Sanitaire au niveau de 17 districts sanitaires d'ici le 31 décembre 2016 ;
- 2) Augmenter la couverture géographique de l'accès et l'offre des soins aux populations des 17 districts sanitaires ;
- 3) Améliorer le système de préparation et de riposte aux épidémies et catastrophes.

#### 2. Réponse et lacunes :

Les réalisations du cluster santé en 2016 sont focalisées sur : (i) le renforcement de l'accès aux soins des populations affectées; (ii) l'appui à la réponse à la recrudescence des cas de paludisme dans l'ensemble des districts sanitaires du pays et particulièrement dans les régions du nord ; (iii) la lutte contre les épidémies notamment l'épidémie de rougeole dans les districts de Gao et Ménaka.

Pour répondre à ces objectifs, le Cluster est confronté aux difficultés suivantes :

- 1) Insuffisance qualitative et quantitative du personnel qualifié conformément aux normes requises ;
- 2) Faiblesse de la couverture en structures de Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de base ;
- 3) Insuffisance dans l'organisation du transport (référence/évacuation) entre les villages et les CSCom ;
- 4) Persistance de l'insécurité réduisant l'accessibilité à certaines populations
- 5) Reprise du recouvrement des coûts des actes de

santé dans les zones affectées par la crise

### 3. Défis :

- 1) Disponibilité permanente des soins aux populations dans ce contexte d'insécurité ;
- 2) Accessibilité financière aux soins des populations appauvries par la crise.

### 4. Perspectives :

- 1) Assurer l'accès à un paquet essentiel de soins de santé primaires (curatif, préventif et promotionnel) ;
- 2) Suivre la mise en œuvre de la chimio prophylaxie saisonnière du paludisme dans les régions du Nord

### 5. Messages clés :

- 1) Plaidoyer pour la mobilisation des ressources ;
- 2) Renforcement de la retro information de l'inter-cluster vers les membres du cluster.

### 6. Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès :

- 1) Réduction de l'accès aux soins des populations affectées ;
  - 2) Faible surveillance épidémiologique avec l'éclosion des épidémies (rougeole) et augmentation des cas de paludisme ;
- 3) Augmentation de la morbidité et de la mortalité.

Indicateurs	Cible	Résultat Juil-Sept	Total au 30 sept.	Taux (%)
# d'enfants de moins de cinq ans vaccinés contre la rougeole dans les districts soutenus par les membres du cluster	440 629	18471	436440	99
# de consultations ambulatoires dans les districts soutenus par les membres du cluster	689 872	367516	667210	97
# de naissances assistées par un personnel qualifié dans les districts soutenus par les membres du cluster	19 016	8420	16988	89
# de personnel de santé retourné	398	1	225	56
# de rapports épidémiologiques hebdomadaires complétés et reçus au niveau central	3 276	1134	3276	100
# de jours de rupture de stocks de médicaments traceurs	0	8	16	Max (jours) 16
# de structures de santé fonctionnelles	1 383	1 371	1 371	97%
Taux de fréquentation CSCOM/CS réf /consultations curatives	35	34.4	34.4	-

Coordinateur du cluster ai: Dr Yao Theodore, OMS, [yaot@who.int](mailto:yaot@who.int) tel. 730828 44

Point Focal OMS : Dr Massambou SACKO [sackom@who.int](mailto:sackom@who.int)

Membres du Cluster : 28 organisations (ACF-E, AMCP/ALIMA, AVSF/ADESAH, CDC, CICR, CRF, CRM, Handicaps, IEDA, IMC, MDM-B, MDM-E, MDM-F, MSF, MSI, OCHA, OMS, PSI, PU-I, SADEVE, SANTE SUD, SAVE THE CHILDREN, SMARA, SOLISA, UNFPA, UNICEF, USAID, WHH et le Gouvernement Malien) pendant les réunions du Cluster Santé à Bamako, et des sous cluster de Tombouctou, Gao et Mopti.

## Protection

Tableau 8: financement (en millions USD) au 30 septembre 2016

	Requis	Reçu	%
Protection	58,9	3,4	6%

### 1. Objectifs :

- 1) Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.
- 2) Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.
- 3) Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

### 2. Réponse et gaps:

La coordination du cluster protection a organisé 4 missions d'appui et de soutien aux 4 clusters régionaux de Gao, Mopti, Tombouctou et Ménaka. Des renforcements de capacités ont touché 121 acteurs de protection, comprenant le personnel des services techniques de l'État et membres des clusters régionaux de protection. Le cluster a appuyé la création d'une représentation dans la région de Ménaka pour mieux coordonner la réponse humanitaire dans cette localité. Un Comité ad-hoc est mis en place pour servir de cadre de suivi, afin de formuler des messages de plaidoyer pour faciliter l'accès de la population aux documents d'état civil.

Le fonds CERF a permis de compléter le financement de certain projet de protection, en particulier le monitoring de protection, la protection de l'enfance et l'éducation aux risques de mine et restes explosifs de guerre. Toutefois, d'importantes lacunes sont à couvrir dans le domaine de la prévention et de la prise en charge des victimes de VBG, le développement de la couverture géographique des projets de monitoring de protection et les programmes de prévention et de la gestion des conflits communautaire.

### 3. Défis :

- 1) Insuffisance de financement des projets de protection ;
- 2) Vaste espace géographique à couvrir et limitation de l'accès humanitaire suite à l'insécurité ;
- 3) Insécurité croissante dans les régions du nord et du

centre du pays ;

- 4) Préparation et réponse aux besoins liés à la survenance des inondations
- 5) L'absence des autorités dans localités reculées des régions du nord et du centre.

Indicateur	Cible	Résultat – Jul – sept.	Total au 30 septembre	Taux (%)
Nombre de personnes sensibilisées/formées sur la gestion des conflits	25 000	655	655	3%
Nombre de personnes touchées par les activités d'éducation aux risques de mine/REG	350 000		39391	11.3%
Pourcentage de victimes de violations identifiées et documentées qui ont été assistées pour l'accès à la justice	75%	n/a	16%	16%
Nombre de personnes sans pièces d'identité assistées	152 500	240	240	0,2%
Pourcentage de filles et garçons retirés des forces et groupes armés ayant bénéficié l'opportunité de réintégration communautaire	100	-	5	5%

### 4. Perspectives :

- 1) Intégration du plan de transition dans les projets de protection (renforcement de capacités des acteurs de protection nationaux, internationaux et étatiques);
- 2) Implication et renforcement de la collaboration avec le gouvernement (transfert de compétences)
- 3) Appui au gouvernement dans le processus de développement du cadre juridique de protection et d'assistance aux personnes déplacées : intégration dans le système légal national et vulgarisation de la Convention de l'Union Africaine sur la protection des personnes déplacées internes (Convention de Kampala)
- 4) Soutien au processus de réintégration des personnes retournées ;
- 5) La mise à jour de la stratégie du cluster protection,
- 6) Mobilisation et plaidoyer pour l'accès humanitaire et pour le financement des projets de protection;

### 5. Messages clés :

- 1) Il est important de poursuivre les activités de plaidoyer et de soutien au gouvernement malien pour

l'intégration de la Convention de Kampala dans le système légal national.

- 2) Le plaidoyer pour le financement des projets de protection y compris ceux portant sur la prévention et la réponse aux cas de VBG dans les zones affectées par la crise.
- 3) Un plaidoyer est nécessaire pour la sécurisation de l'accès humanitaire, le retour de l'administration et la restauration de l'autorité de l'État dans les zones affectées.
- 4) La protection doit être au cœur des interventions humanitaires et le mandat de protection être renforcé,
- 5) Le développement et la mise en œuvre des plans de transition avec l'implication des acteurs nationaux de protection dans le processus sont nécessaires.

**1. Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès :**

- 6) L'interruption de la prise en charge des survivants de VBG dû au manque de financement.
- 7) L'absence/l'insuffisance d'intervention de protection dans certaines zones affectées (région de Kidal et Ménaka comme exemples).
- 8) Accès faible aux documents d'identité et extrait d'acte de naissance pour les populations déplacées et retournées.

Coordinateur du Cluster Protection : Matho Nianga Dore, UNHCR, [doren@unhcr.org](mailto:doren@unhcr.org), tel. +223 75996304;

Coordinateur du Sous-Cluster Protection de l'Enfance : ?? UNICEF

Coordinateur du Sous-Cluster VBG : Fabiola Ngeruka, UNFPA, [ngeruka@unfpa.org](mailto:ngeruka@unfpa.org), tel. + 223 71590620;

Coordinateurs du Groupe de Travail Lutte Humanitaire Antimines : Luc Sambou, UNMAS, [lucs@unops.org](mailto:lucs@unops.org), tel.66 75 32 19 et UNICEF.

Coordinateur du Groupe de Travail Accès à la Justice et État de Droit : Aime Ntumba Kakolo, MINUSMA / OHCHR, [ntumbakakolo@un.org](mailto:ntumbakakolo@un.org), tel. +223 94951340

Coordinateurs de la Commission Mouvement de Population : Olivier BALAGIZI, IOM, tel ;, email : [obalagizi@iom.int](mailto:obalagizi@iom.int) et Abdramane Niama Togora, DNDS, tel : 76 35 85 21, email : [ant.togora@yahoo.fr](mailto:ant.togora@yahoo.fr)

Membres du cluster : 60 organisations (ACTED, AHADA Espoir, ABA ROLI, ASF, CRS, DCA, DDG, DRC, FCI, FSD, HI, IEDA RELIEF, INTERNATIONAL ALERT, IRC, MDM-B, WORLD VISON, TDH, WANEP, SAVE THE CHILDREN, WILDAOXFAM, NRC,OIM, MAG, IMC, AWECO, NIS-F, PLAN, IDLO, MINUSMA (autres composantes civiles), UNDP, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNMAS, UNWOMEN, OCHA, PAM, OHCHR, AJDM, AJM, AME, AMSOPT, AMSS, ARG, AVES, , GREFFA, ISLAMIC RELIEF, CHET AGUENA, SIA, VOLONTE DES JEUNES, SINISANUMAN, WILDAF, ACIF, AMDH-FIDH, CONASCIPAL, MNFPUN et Gouvernement malien.